

Pau, le 29 mars 2023

ARRETE N°AP-2023-0133

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants ;
Vu le Code Pénal ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu l'arrêté municipal en date du 9 novembre 1994 réglementant la vitesse des véhicules à 30km/h et la voie de circulation réservée aux mouvements de « Tourner à gauche » sur l'avenue de Saragosse ;
Vu l'arrêté municipal en date du 9 juin 1995 réglementant la voie de circulation centrale matérialisée en rouge réservée aux mouvements de « Tourne à gauche » sur l'avenue Saragosse dans sa partie comprise entre l'avenue du Loup et l'avenue de Buros ;
Considérant que l'arrêté municipal en date du 9 juin 1995 n'abroge pas les dispositions de l'arrêté municipal en date du 9 novembre 1994 ;
Considérant les travaux d'aménagements de la voie sur l'avenue de Saragosse ;
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publiques, d'abroger l'arrêté municipal susvisé ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – L'arrêté municipal en date du 9 novembre 1994 qui réglementait la vitesse des véhicules à 30km/h et la voie de circulation réservée aux mouvements de « Tourner à gauche » sur l'avenue de Saragosse est abrogé.

ARTICLE 2 – L'arrêté municipal en date du 9 juin 1995 qui réglementait la voie de circulation centrale matérialisée en rouge réservée aux mouvements de « Tourne à gauche » sur l'avenue Saragosse dans sa partie comprise entre l'avenue du Loup et l'Avenue de Buros est abrogé.

ARTICLE 3 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du retrait de la signalisation réglementaire par les services techniques municipaux.

ARTICLE 4 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 5 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

14 AVR. 2023


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire